Nations Unies S/2019/501

Conseil de sécurité

Distr. générale
19 juin 2019
Original : français

Lettre datée du 17 juin 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre coordonnée par l'organisation non gouvernementale The Syria Campaign, signée par 60 médecins du monde entier, sur la situation à Edleb (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(*Signé*) François Delattre

19-10148 (F) 210619 250619

Annexe à la lettre datée du 17 juin 2019 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais]

Lettre ouverte pour que cesse la guerre contre les hôpitaux syriens

Au cours des derniers mois, la Syrie et la Russie ont bombardé 25 installations médicales dans le nord-ouest de la Syrie. Nous sommes consternés par le fait que les installations médicales et le personnel médical sont délibérément et systématiquement pris pour cible, en violation flagrante du droit international humanitaire. Tout au long du conflit syrien, nous avons vu la Russie et le Gouvernement syrien lancer des attaques contre des hôpitaux avant et pendant les grandes offensives, dans le but, semble-t-il, de terroriser les civils et d'empêcher les médecins de traiter les malades et celles et ceux qui sont blessés.

Notre lettre ne pourrait pas arriver à un moment de plus profond désespoir. Depuis le 26 avril, au moins 270 civils ont été tués et 300 000 personnes ont été déplacées par les attaques menées par le Gouvernement syrien et la Russie. Les frappes aériennes et les autres actes d'hostilité ne cessent de s'intensifier et les civils ont plus que jamais besoin d'une assistance médicale. Les multiples attaques dirigées par le Gouvernement syrien et la Russie contre les installations médicales ont forcé les derniers hôpitaux encore ouverts à fonctionner en régime d'urgence et à ne traiter que les cas les plus urgents, étant dans l'incapacité d'assurer des soins courants. Ces hôpitaux desservent les 3,5 millions de personnes qui vivent dans le nord-ouest de la Syrie.

En tant que médecins, travailleurs médicaux et professionnels de la santé publique du monde entier, nous condamnons toutes et tous avec la plus grande fermeté les Gouvernements syrien et russe pour leurs attaques contre les installations médicales. Nous nous déclarons solidaires de nos collègues syriens qui sur place risquent leur vie pour venir en aide aux personnes dans le besoin. Nous demandons que des mesures soient prises immédiatement pour protéger leur vie et leur travail.

Ce qui se passe en Syrie est inimaginable. Nous avons regardé avec un sentiment d'horreur les images des frappes aériennes répétées contre les hôpitaux et avons écouté, atterrés, nos collègues qui se trouvaient sur place décrire des scènes de patients fuyant avec des tubes de perfusion encore attachés sur eux et s'étouffant dans la poussière soulevée par les explosions. Au lieu d'être un lieu de guérison et un refuge, l'hôpital est devenu l'endroit le plus dangereux pour les civils.

Beaucoup des installations sanitaires visées par le Gouvernement syrien et la Russie étaient installées en sous-sol, dans des emplacements secrets, pour échapper aux attaques. Toutefois, dans le cadre du processus de désescalade du conflit, les organisations médicales ont communiqué leurs coordonnées à l'ONU, qui les a transmises à Moscou et à Damas pour qu'elles puissent être protégées d'éventuelles attaques. Après de longues hésitations, il avait finalement été décidé de communiquer ces coordonnées, en accord avec les membres du personnel médical qui se trouvaient sur place, dans l'espoir de protéger leur travail et les installations. L'ONU doit immédiatement ouvrir une enquête sur les attaques dont les hôpitaux répertoriés ont fait l'objet.

Toutes les parties armées au conflit syrien doivent respecter la neutralité médicale et laisser les médecins, les infirmiers et les ambulanciers-secouristes faire leur travail, sans les soumettre à des violences et sans aucune menace. Les États doivent revenir sur leur décision de cesser de financer les installations médicales dans

le nord-ouest de la Syrie et faire pression sur la Russie et son allié syrien pour qu'ils arrêtent de prendre les hôpitaux pour cible.

Le secteur de la santé en Syrie est constamment attaqué depuis la révolte de 2011, sur fond de disparitions forcées de travailleurs médicaux et de tortures, et les hôpitaux sont régulièrement la cible de bombardements qui ont tué des dizaines de femmes et d'hommes parmi les médecins, les infirmiers et les patients. Entre 2011 et décembre 2018, Physicians for Human Rights (PHR) a documenté 566 attaques contre des installations médicales. Dans 90 % des cas, c'étaient les forces syriennes et russes qui en étaient à l'origine. Des armes interdites, comme des barils explosifs et des agents chimiques, ont été utilisés. En outre, PHR a rassemblé des éléments d'information sur le massacre de 890 membres du personnel médical, pour la plupart victimes du Gouvernement syrien et de ses alliés. Nous ne pouvons rester sans rien faire tandis que de tels crimes continuent d'être commis contre les travailleurs médicaux et les installations médicales dans le nord-ouest de la Syrie. Toutes ces personnes font tout ce qu'elles peuvent pour sauver des vies, elles ne doivent pas y laisser la leur.

Signé,

1. Aula Abbara, médecin (Royaume-Uni)
2. Nada Abdelmagid, maîtresse de conférences (médecine humanitaire), London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)
3. Peter Agre, médecin, professeur éminent de Bloomberg, colauréat du prix Nobel de chimie de 2003 (États-Unis)
4. Saleyha Ahsan, urgentiste et journaliste, The Phoenix Foundation (Royaume-Uni)
5. Ibrahim AlMasri, médecin, étudiant en maîtrise de sciences (Canada)
6. Khuloud Alsaba, doctorant, Global Health Policy Unit, University of Edinburgh (Royaume-Uni)
7. Deborah D. Ascheim, médecin, Physicians for Human Rights (États-Unis)
8. Claire Bayntun, directrice de Global Leadership Programmes, consultante clinique (santé publique mondiale), London School of Hygiene and Tropical Medicine/Public Health England (Royaume-Uni)
9. Chris Beyrer, médecin, titulaire d'un master de santé publique, professeur titulaire de la chaire Desmond M. Tutu, Center for Public Health and Human Rights, Johns Hopkins University (États-Unis)
10. Hannah Blencowe, maîtresse de conférences, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)
11. Sabah Boufkhed, chercheuse postdoctorale, King's College London (Royaume-Uni)
12. David D Celentano, professeur (épidémiologie), Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health (États-Unis)
13. Sir Iain Chalmers, chercheur (services de santé), James Lind Library (Royaume-Uni)
14. Yaolong Chen, méthodologiste, Chevidence (Chine)
15. Simon Cousens, professeur (épidémiologie et statistique médicale), London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)

16. Delan Devakumar, maître de conférences, University College London (Royaume-Uni)
17. Yazan Douedari, dentiste (Royaume-Uni)
18. Sir Terence English, chirurgien cardiaque à la retraite (Royaume-Uni)
19. Abdulkarim Ekzayez, assistant de recherche, King's College, Londres (Royaume-Uni)
20. Conrad Fischer, professeur de médecine, Touro College of Medicine (États-Unis)
21. Heiner Grosskurth, spécialiste (soins de santé primaires), épidémiologiste, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)
22. Amy Hagopian, professeur (santé publique), University of Washington (États-Unis)
23. Natasha Howard, maîtresse de conférences, London School of Hygiene & Tropical Medicine (Royaume-Uni)
24. Vincent Iacopino, médecin, Physicians for Human Rights (États-Unis)
25. Samer Jabbour, professeur, American University of Beirut (Liban)
26. Blanchet Karl, professeur associé, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)
27. Mohamad Katoub, dentiste, directeur (sensibilisation) de SAMS (Syrie)
28. Kerem Kinik, médecin, Croissant-Rouge turc (Turquie)
29. Robert S. Lawrence, professeur émérite, médecin, MACP (santé publique), Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health (États-Unis)
30. Jennifer Leaning, professeure, Harvard Chan School of Public Health (États-Unis)
31. Ona McCarthy, professeure associée, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)
32. Sanaa Merimi, médecin et cofondatrice de la maison de santé Albalsam (Maroc)
33. Denis Mukwege, directeur médical, colauréat du prix Nobel de la paix de 2018, hôpital Panzi (République démocratique du Congo)
34. Lina Murad, Interventional Nephrology (États-Unis)
35. Sanjay Nagral, chirurgien, Forum for Medical Ethics (Inde)
36. David Nott, professeur (chirurgie dans les situations de conflit), Imperial College, Londres (Royaume-Uni)
37. Maryam Omar, médecin (Royaume-Uni)
38. Miriam Orcutt, chargée de recherche principale (migrations et santé), Institute for Global Health, University College London (Royaume-Uni)
39. Lord David Owen, médecin et homme politique (Royaume-Uni)
40. Shefali Oza, épidémiologiste, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)
41. David Peters, professeur, Johns Hopkins University School of Public Health (États-Unis)

42. Diana Rayes, chargée de recherche (systèmes de santé), American University of Beirut (Liban)

43. Amelia Reese Masterson, consultante, CARE International in Lebanon (États-Unis)

44. Bayard Roberts, professeur (politiques sanitaires et systèmes de santé), London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)

45. Leonard Rubenstein, professeur (lois sur la santé publique), Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health (États-Unis)

46. Neal Russell (Royaume-Uni)

47. Zaher Sahloul, spécialiste (soins intensifs) et président de MedGlobal (États-Unis)

48. Maureen Seguin, chargée de recherche, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)

49. Joshua Sharfstein, médecin, professeur, Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health (États-Unis)

50. Neha Singh, directrice adjointe de la santé au Humanitarian Centre, maîtresse de conférences, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni)

51. Paul B. Spiegel, professeur (santé humanitaire), Johns Hopkins Center for Humanitarian Health/Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health (États-Unis)

52. Kerry Sulkowicz, professeur (psychiatrie clinique), Physicians for Human Rights

53. Baraa Tahani, élève infirmière (Maroc)

54. Nazneed Uddin (États-Unis)

55. Michael VanRooyen, urgentiste, The Harvard Humanitarian Initiative (États-Unis)

56. Vasiliy Vlassov, médecin, Society of Evidence Based Medicine (Russie)

57. Ron Waldman, épidémiologiste, Doctors of the World (États-Unis)

58. Sarah Wollaston, présidente du Health and Social Care Committee, Parlement britannique (Royaume-Uni)

59. Matthew Wynia, professeur (médecine), directeur du Center for Bioethics and Humanities, University of Colorado (États-Unis)

60. Eiad Zinah, dentiste, Elmfield House (Royaume-Uni)

Signature à titre personnel (affiliations mentionnées à titre indicatif)